



Le Président

PLAIDOYER DE NKITA AUPRES DES PARTENAIRES OCCIDENTAUX

1. PREAMBULE

Les mutations géopolitiques actuelles sont de nature à modifier fondamentalement la relation structurelle que le Continent africain entretient avec ses partenaires occidentaux. Vieille de près de mille ans, la relation entre l'occident et l'Afrique a jusqu'ici été pensée sur le modèle impérialiste de l'exploitation des ressources de l'Afrique au profit du renforcement de la suprématie occidentale. Globalement, il est clair que cette relation, déjà déshumanisante pour les peuples d'Afrique depuis le commerce triangulaire, est devenue suffocante du point de vue des générations nées après les indépendances, qui voient s'ouvrir devant elles une panoplie d'opportunités dans un monde devenu multipolaire. D'où la nécessité pour l'occident de percevoir la révolution mentale en cours sous les tropiques africaines et de comprendre qu'il est urgent de changer de paradigme.

En ce qui concerne la République Démocratique du Congo, la nouvelle génération de leaders a à cœur de modifier les paramètres d'une économie extravertie ayant conduit un pays potentiellement riche à avoir l'une des populations les plus pauvres de la planète. Ce paradoxe d'un réservoir de matières premières qui font le bonheur des pays industrialisés sur fond d'une instabilité chronique et d'une paupérisation entretenue à dessein ne passe plus auprès de la jeunesse congolaise, du reste sacrifiée et déshéritée par le pillage systématique des ressources naturelles de son pays.

C'est dans la dynamique de cette prise de conscience qu'est né le parti politique NKITA dont la principale raison d'être est de créer les conditions de possibilité d'un tissu économique à même de générer localement une chaîne de valeurs susceptible de pourvoir en emplois décentés une jeunesse en quête de repères. Nous demeurons convaincus qu'il est possible d'explorer ce nouveau paradigme de gouvernance avec des partenaires occidentaux ayant en partage avec la RDC des valeurs humanistes séculaires, pour autant que ceux-ci puissent se départir des schèmes obsolètes d'hégémonie hérités du passé colonial.

2. RETROSPECTIVE

Le destin du bassin du Congo fut le principal ordre du jour de la Conférence de Berlin entendue comme la Conférence internationale sur le Congo. Réunies autour du Chancelier allemand Otto Von Bismarck, les treize puissances occidentales de l'époque transformèrent le bassin du Congo en un espace de négoce pour tous et





REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

“ NKITA ”

Parti Politique



ARRETE MINISTERIEL N°25/CAB/VPM/MININTERSECAC/GKM/033/2020 DU 21/12/2020

Créèrent un Etat tampon dénommé Etat Indépendant du Congo dont la régence fut confiée au Roi des Belges d'origine germanique, Léopold II, mécène des expéditions géographiques et journalistiques des explorateurs britanniques David Livingstone et Henry Morton Stanley. Après 23 ans d'investissement et de surexploitation de l'ivoire, du bois ou du caoutchouc, l'Etat léopoldien passa sous la dispensation de la Belgique le 18 novembre 1908 jusqu'à la proclamation de l'indépendance le 30 juin 1960.

Sans passer par perte et profit les différentes violations des droits des autochtones ayant rendu possible la construction des infrastructures et l'exploitations des matières premières, il appert tout de même que la structure étatique de la République Démocratique du Congo souffre toujours d'une extraversion ayant suscité chez les leaders politiques autochtones des choix d'émancipation pas toujours profitables aux Congolais. L'ingénieur belge et professeur à l'école des colonies d'Anvers Jef Van Bilsen avait élaboré en 1955 un plan de trente ans pour l'émancipation de l'Afrique Belge (Congo-Belge et Rwanda-Urundi), ayant vocation à devenir un manifeste de la décolonisation. Avec une rigueur scientifique quasi infaillible, Jef Van Bilsen était fondé à croire qu'une période de trente ans serait indispensable pour préparer l'élite congolaise notamment à récupérer entièrement la gestion de l'Etat.

Avec le recul, il y a lieu d'admettre que le pays avait plus à gagner en associant ce programme à la quête justifiée de l'indépendance. En d'autres termes, les accords économiques et militaires avec l'ancienne métropole pouvaient être préservés en dépit de la conquête du pouvoir politique. Cela aurait permis à notre pays de conserver l'élan de progrès économique et d'être aujourd'hui un pays émergent à l'instar de l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud qui avaient le même niveau de développement économique que le Congo-Belge en 1960.

La deuxième erreur fatale que les élites congolaises ont commises en tenant le gouvernail, outre les nationalisations à la pelle des entreprises de droit belge, est la zaïrianisation. Sous prétexte de vouloir créer une classe moyenne autochtone, le régime de Mobutu avait systématiquement exproprié les entrepreneurs étrangers et remis le fruit de leur dur labeur à des acquéreurs n'ayant aucune culture marchande. L'inclinaison à la prédation et au gain facile par laquelle s'illustre la classe dirigeante congolaise remonte à cette période où il suffisait de faire partie du gratin du parti-Etat pour recevoir gratuitement des biens immobiliers, des fermes agricoles, des petites et moyennes entreprises, du bétail ou des usines. Cette situation a totalement déstructuré le tissu économique et poussé tout un pays à dépendre in fine des importations, y compris pour les biens de première nécessité dont la RDC était jadis exportatrice.

Même si, à travers le club de Paris, une bonne partie de la dette de ces investisseurs étrangers a été payée aux ayants droit par l'Etat congolais, il n'en demeure pas moins





que la RDC a longtemps drainé cette poisse d'un pays hostile au placement des capitaux. Si les entreprises occidentales ont préféré s'implanter sur le Continent asiatique et dans le Pacifique, c'est en partie à cause de cette mentalité de cueillette et d'anomie ayant pris corps en Afrique noire après les indépendances. La RDC par exemple, qui était la référence mondiale dans la production de l'huile de palme, importe désormais l'huile produite en Indonésie ou le riz de la Malaisie, alors qu'elle est créditée de pas moins de 800 millions hectares de terres arables avec un des climats les plus généreux pour la production agricole.

Pour les investisseurs étrangers les plus teigneux restés au pays, le pillage des entreprises et des commerces devenu systématique à chaque insurrection dans les années 1990 a donné le dernier coup de grâce à une économie déjà évanescence. Sans tissu économique, le pays ne pouvait que connaître la banqueroute totale. C'est un miracle si le failed state congolais a tout de même pu renaître de ses cendres et échappé à ce qu'on a appelé la balkanisation. A la résurrection de l'Etat congolais sous les auspices de la communauté internationale à travers le Comité International pour l'Accompagnement de la Transition (CIAT) dans le régime 1+4, les seuls investissements que les étrangers pouvaient se risquer de consentir concernaient l'industrie extractive, non sans avoir pris la précaution de faire promulguer un code minier qui faisait très largement la part belle aux risques à prendre dans un pays post-conflit, du reste réputé hostile à l'investissement privé.

Bref, l'état de précarité actuel de la RDC est la résultante non seulement de l'extraversion des infrastructures économiques bâties par les colons pour approvisionner les métropoles occidentales en matières premières, mais aussi et surtout des mauvais choix de gouvernance opérés par les gouvernants congolais depuis l'indépendance. Ce n'est qu'en étant conscient de ces failles dans lesquelles s'origine le sous-développement endémique de la RDC qu'il est possible de baliser le chemin de l'avenir en repartant du bon pied avec nos traditionnels partenaires occidentaux.

3. POUR UN NEW DEAL AVEC LA RDC

Fortes des délibérations du procès aussi bien du passé esclavagiste et colonial que de la gouvernance postindépendance, le parti politique NKITA espère inscrire la République Démocratique du Congo dans un new deal axé sur le renforcement de la gouvernance (réforme de l'armée, de la police, de l'administration, de l'éducation et de la santé publique), la normalisation de l'espace politique et l'élaboration d'un nouveau code d'investissement. L'enjeu est de renforcer l'autorité de l'Etat, faire entrer invariablement la RDC dans une ère de stabilité politique avec un système électoral transparent et consensuel, créer les conditions d'une industrialisation du pays par la transformation des matières premières et leur exportation à l'état fini, augmenter





REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

“ NKITA ”

Parti Politique



ARRETE MINISTERIEL N°25/CAB/VPM/MININTERSECAC/GKM/033/2020 DU 21/12/2020

L'attractivité du pays par le tourisme et la création de nouvelles infrastructures urbaines davantage compatibles avec les standards internationaux.

De notre point de vue, l'occident doit mettre les bouchées doubles pour la requalification et la matérialisation de ce new deal. Nous avons évoqué en liminaire la multipolarité actuelle du monde. La tentation n'est que plus croissante de céder aux sirènes des routes de la soie chinoises ou de capter d'innombrables fonds vautours en circulation au grand dam des intérêts vitaux d'une population congolaise qui risquerait ainsi d'abandonner le "diable" qu'elle maîtrise désormais au profit des anges de lumière qui pourraient se révéler encore plus incontrôlables dans le long terme.

L'occident se doit également d'être plus prudent par rapport aux conséquences de la résurgence de la guerre froide. Contrairement aux apparences, le nouveau front de l'affrontement entre l'OTAN et la Russie n'a pas commencé en Ukraine. Avant d'envahir l'Ukraine, la Russie s'était d'abord assurée de couper l'Europe de ses sources d'approvisionnement en énergie atomique et en matière premières stratégiques sur le Continent africain. L'activisme du groupe Wagner et le basculement des opinions africaines grâce à Sputnik et à Russia Today (RT) visent une confiscation des zones d'influence occidentales en Afrique. Pour le Cas de la République Démocratique du Congo, elle partage désormais la plus longue de ses 9 frontières avec une République Centrafricaine plus que jamais sous les fourches caudines russes. Il y a donc à craindre que l'épidémie des coups d'Etat d'inspiration russe qui s'est emparée du Mali, du Burkina Faso ou dans une certaine mesure de la Guinée Conakry, ne progresse vers la RDC, coupant ainsi la communauté occidentale de son poumon d'Afrique centrale.

Convenir d'un new deal avec la RDC à travers un nouveau leadership au sein des jeunes générations est par conséquent une question de vie ou de mort pour les pays occidentaux, si tant est qu'ils tiennent à maintenir leur position stratégique dans le concert des nations émergentes. Notre parti politique NKITA est non seulement le timonier de ce new deal, mais aussi le canal par lequel l'imprégnation des capitaux occidentaux va se consolider à travers sa participation aux commandes de l'appareil de l'Etat. Les pays occidentaux peuvent donc miser sur NKITA en soutenant la massification de ses idéaux et son maillage territorial à l'échelle nationale dans l'optique d'un retour en force à nouveaux frais aux fondamentaux qui avaient présidé en 1885 à la création de ce qui est devenu la République Démocratique du Congo.





4. CONCLUSION

Le renouveau est la principale caractéristique du progrès. Ceux qui pensaient qu’il était impossible de conquérir le pouvoir politique en Afrique en dehors des partis politiques traditionnels ont tout faux. Le désir du changement des nouvelles élites africaines est tel que ces dernières ont compris qu’il n’est plus possible d’avoir des alternatives innovantes au sein des formations politiques obsolètes dont la seule obsession était d’occuper par tous les moyens les places laissées vacantes par les colons blancs. C’est de cette manière que l’on peut expliquer la montée en puissance de nouveaux leaders sur le Continent tels que Ousmane Sonko au Sénégal, ou Nelson Chamisa au Zimbabwe. Ce dernier, à la tête du parti CCC, Coalition des Citoyens pour le Changement créé il y a seulement trois mois, vient de remporter 19 des 28 sièges de députés et 75 sièges dans 122 municipalités lors d’élections législatives et locales partielles tenues le 26 mars 2022. Après avoir raflé deux tiers du suffrage à ce scrutin, plus rien n’empêche Nelson Chamisa de remporter les élections générales prévues l’année prochaine. La ZANU-PF qui dirige le Zimbabwe depuis son indépendance en 1980 risque de passer le relai à un tout nouveau parti politique, au plus grand bonheur du Gouvernement britannique qui pourra de nouveau refaire du business avec son ancienne colonie prospère.

Le même désir de renouveau habite également les forces vives de la République Démocratique du Congo, notamment après la compromission du dernier des mohicans, l’UDPS, qui brille par une inqualifiable incompétence dans la gestion de l’Etat. Le plébiscite de Martin Fayulu à la dernière élection présidentielle se justifie par l’hybris du changement non encore assouvie. NKITA, à travers notre leadership avant-gardiste, souhaite capter ce désir ardent de nouvelles alternatives exprimé par les Eglises catholique et protestante, les mouvements citoyens, les ONG de défense des droits de l’homme et l’ensemble de la jeunesse congolaise. Toutefois, les grands succès sont ceux qui se préparent. NKITA ne souhaite guère s’engager à la conquête du pouvoir sans s’être assuré de la plus grande probabilité de réussite. La République Démocratique du Congo étant un enjeu mondial, se doit d’être gouvernée en concertation avec les puissances ayant concouru à son édification en tant qu’Etat en 1885. NKITA souhaite à cet égard s’inscrire dans cette visée et sceller un pacte de confiance avec les décideurs occidentaux.

Pour Le Parti NKITA

LUBALA MUNGUAKONKWA Jerry
Président National

